

INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

ACADÉMIE DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES POUR L'AFRIQUE

Série de formations des cadres sur
la gestion des finances publiques

MODÉLISATION ET PRÉVISIONS MACRO-BUDGÉTAIRES EN AFRIQUE: APPLICATION À LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Résumé à l'intention des décideurs politiques



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



AUTEURS PRINCIPAUX COORDONNATEURS :

Prof. Kevin Chika Urama, FAAS,
Économiste en chef et Vice-président par intérim, Complexe de gestion économique et des connaissances et directeur principal¹,

Dr. Eric Kehinde Ogunleye,
Conseiller de l'économiste en chef et vice-président, Complexe de gouvernance économique et de gestion des connaissances et Chef de Division Pi, Division de la gestion des politiques¹,

AUTEURS CONTRIBUTEURS :

Dr. Seedwell Hove, Responsable en chef du développement des capacités¹

M. Attoumane Bacar Saïdou, Responsable principal du développement des capacités¹

Dr. Njeri Wabiri, Responsable principale du développement des capacités¹

M. Nkoanyane Sebutsoe, Responsable supérieur du développement des capacités¹

M. Chidiebere Ibe, Responsable supérieur du développement des capacités¹

M. Daniel Yeboah-Forson, chargé du développement des capacités¹

Mme Susan Lado, jeune professionnelle¹

PAIRS EVALUATEURS:

Dr. Austin Chiumia, économiste principal, Banque de réserve du Malawi, Lilongwe, Malawi

Prof. Sylvain Boko, directeur des programmes, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, Accra, Ghana

M. Dawit Tessema, économiste principal, département de la politique macroéconomique, des prévisions et de la recherche, Banque africaine de développement

¹ Institut africain de développement, Banque africaine de développement, Côte d'Ivoire

Le résumé à l'intention des décideurs doit être cité comme suit : Citation : Groupe de la Banque africaine de développement (2022) : Résumé à l'intention des décideurs, Modélisation et prévisions macro-budgétaires en Afrique : Application à la gestion des finances publiques. Contributions de la formation exécutive en gestion des finances publiques de la Banque africaine de développement sur la modélisation et les prévisions macro-budgétaires en Afrique : Application à la gestion des finances publiques, septembre 2022 [Urama, K.C. ; Ogunleye, E.K. ; Hove, S. ; Saindou A.B. ; Sebutsoe, N. ; Ibe, C. ; Yeboah-Forson, D. ; Wabiri, N. ; et Lado, S. P (eds.)]. Groupe de la Banque africaine de développement, Abidjan, Côte d'Ivoire.



Table des matières

REMERCIEMENTS	5
1. INTRODUCTION	7
2. OPTIONS POLITIQUES	9
2.1 POLITIQUES À COURT TERME	9
2.2 POLITIQUES À MOYEN TERME	11
2.3 POLITIQUES À LONG TERME	12
3. CALENDRIER, CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES	14
4. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE	15
5. CONCLUSION	16

Remerciements

Nous reconnaissons, avec une profonde gratitude, le soutien et les sacrifices des pairs évaluateurs qui ont généreusement pris le temps d'examiner les versions précédentes du rapport et d'offrir d'excellents commentaires et suggestions. Nous remercions également tous les participants des pays membres régionaux (PMR) à la formation des cadres en gestion des finances publiques sur la modélisation et les prévisions macro-budgétaires en Afrique pour leur participation ? leurs discussions et contributions animées et engageantes. Nous sommes reconnaissants à tous les partenaires institutionnels pour le soutien qu'ils ont apporté à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la réalisation de la formation. Il s'agit notamment du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) ; le Groupe de la Banque mondiale (BM) ; les services fiscaux sud-africains ; la Banque de réserve du Malawi ; et le Centre africain pour la transformation économique (CATE).

Le rapport a bénéficié des conférences, des présentations et des discussions menées par les facilitateurs de la formation. Il s'agit notamment du Dr Austin Chiumia, économiste principal, Banque de réserve du Malawi, Malawi ; Dr Abebe Shimeles, directeur de recherche, Consortium africain de recherche économique ; Kenya ; Mme Wynnona Steyn, économiste, South African Revenue Service, Afrique du Sud ; Dr Seedwell Hove, responsable en chef du développement des capacités, Institut africain de développement, Banque africaine de développement ; M. Dawit Tessema, économiste principal, Politique macroéconomique, prévision et développement de la recherche, (ECMR), Groupe de la Banque africaine de développement ; M. Andrew Burns, chef de l'unité de modélisation macroéconomique, Banque mondiale, États-Unis ; Dr Roberto Tibana, directeur de la recherche, Centre africain pour la transformation économique (CATE), Ghana ; Dr Edouard Nsimba, consultant, États-Unis ; M. Konan Raphael N'guessan, consultant, Côte d'Ivoire ; Hon Mohammed Boussaid, ancien ministre des finances, Maroc ; Hon Seth Terkper, ancien ministre des finances, Ghana ; M. Jean Gaspard Ntoutoume, économiste principal, Institut africain pour le développement, Banque africaine de développement ; M. Dawit Tessema, économiste principal, politique macroéconomique, prévision et développement de la recherche (ECMR), Groupe de la Banque africaine de développement Jean Gaspard Ntoutoume Ayi, consultant, Gabon.

Nous remercions également l'équipe du Groupe de la Banque africaine de développement qui a contribué à l'organisation de la formation. Notamment, Mme Tania Sede Adjagan, assistante en communication unifiée, Corporate Information Technology ; Mme Dhouibia Dorsaf, ingénieur en communication unifiée, Corporate Information Technology ; et Mme Kamaria Badirou, assistante d'équipe, African Development Institute.

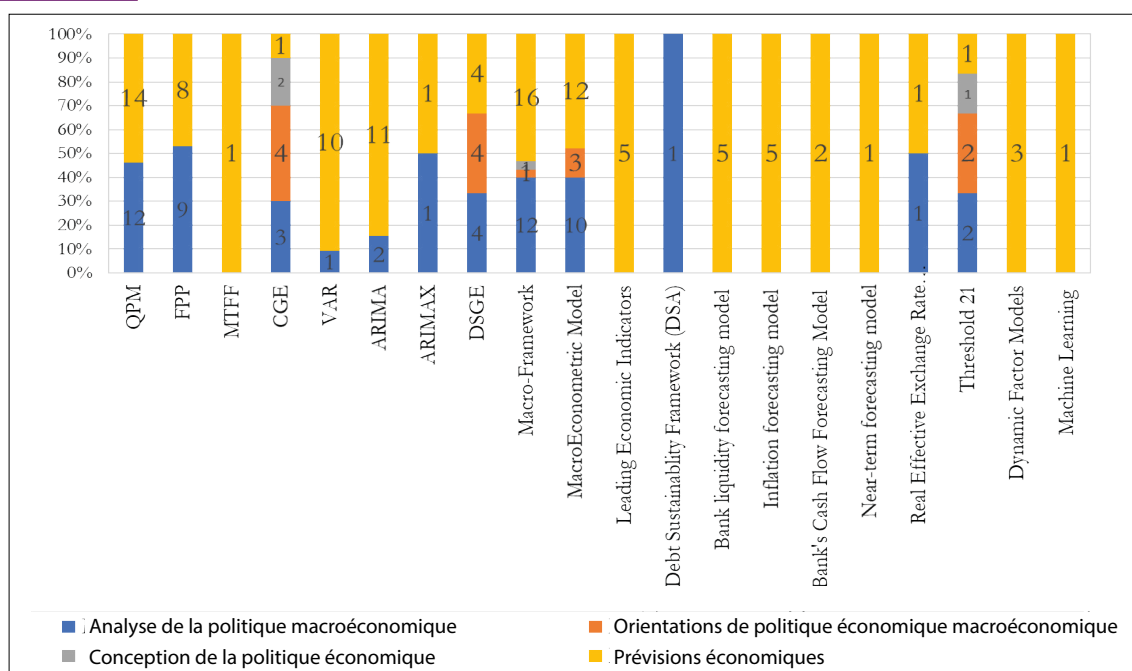


1. Introduction

De nombreux pays africains ne disposent pas de modèles macroéconomiques adéquats pour une planification, une conception et une mise en œuvre efficaces des politiques macroéconomiques, ni de pratiques saines de gestion des finances publiques. Avec l'augmentation continue des incertitudes nationales et mondiales, il y a un besoin croissant de politiques macroéconomiques prudentes pour répondre à ces perturbations et créer la stabilité macroéconomique nécessaire à la croissance économique à long terme. Les décideurs politiques doivent disposer des outils appropriés pour prendre des décisions politiques en anticipant de manière plus explicite l'impact de leurs décisions sur la croissance économique et le niveau de vie, ainsi que les implications financières et fiscales des actions politiques. En outre, en raison de l'interdépendance de la gestion macroéconomique et de la gestion des finances publiques, les praticiens de la gestion des finances publiques (GFP) sur le continent doivent se familiariser avec les outils de modélisation et de prévision macroéconomiques pertinents qui répondent de manière adéquate à leurs besoins.

Malheureusement, la capacité de modélisation et de prévision macroéconomique de l'Afrique reste limitée (figure 1). Selon une étude de référence de la Banque Africaine Développement (BAD) sur les modèles macroéconomiques en Afrique, si le développement et l'utilisation de modèles macroéconomiques dans l'élaboration des politiques ont progressé au fil des ans, d'importantes lacunes subsistent. Il s'agit notamment de l'insuffisance des compétences en matière de développement et de maintenance des modèles macroéconomiques, de la faible capacité de prévision macroéconomique, de l'inadéquation et de l'incohérence des données, de l'appropriation insuffisante des outils techniques et de l'insuffisance des dispositions institutionnelles en matière de coordination des politiques économiques. Ces lacunes ont entravé l'efficacité de la prise de décision et de la gestion macroéconomiques, ainsi que les réponses politiques appropriées aux chocs, contribuant ainsi à la détérioration des résultats macroéconomiques et à la lenteur de la reprise après les crises.

Figure 1: Utilisation des modèles/cadres macroéconomiques en Afrique



Source: Réponses à l'enquête de référence

En outre, les décideurs politiques de nombreux pays ont continué à s'appuyer sur des modèles externes ou des modèles et outils simples qui ne reflètent pas les réalités structurelles ou les complexités du fonctionnement de leurs économies dans un monde globalisé. De nombreux pays africains sont également préoccupés par les importantes erreurs de prévision. Selon une étude de Battersby et Lienert (2021), dans certains pays, la moyenne des erreurs absolues de prévision des recettes fiscales sur trois ans dépassait 4 % du PIB, ce qui a des conséquences importantes sur la mise en œuvre du budget. La capacité à développer et à utiliser des outils de modélisation et de prévision appropriés, robustes, fiables et cohérents pour guider la prise de décision politique, y compris la politique fiscale et la planification et l'exécution du budget, doit être renforcée.

L'Institut africain de développement (IAD) a organisé du 26 au 29 septembre 2022, sous l'égide de l'Académie de Gestion des Finances Publiques (AGFP), une formation exécutive sur le thème « Modélisation et prévisions macro-budgétaires en Afrique : Application à la gestion des finances publiques » du 26 au 29 septembre 2022. Il s'agissait de la deuxième session d'une série de formation structurée de 18 mois sur la gestion des finances publiques proposée par l'Académie de gestion des finances publiques de la Banque. L'objectif principal de la formation était de renforcer les capacités techniques des fonctionnaires impliqués dans la gestion générale des finances dans les pays membres régionaux (PMR) à utiliser des outils de modélisation macroéconomique et fiscale pour améliorer l'efficacité et les résultats de leurs politiques, systèmes et processus de gestion des finances publiques en vue de la réalisation des priorités stratégiques de développement de leurs pays.

La formation était structurée autour de 9 domaines thématiques. Ces domaines sont les suivants

- Concepts et types de modélisation et de prévision, importance et application dans la GFP.
- Modélisation macroéconomique et prévisions budgétaires en Afrique : L'économie politique et l'état des lieux.
- Développement et application de modèles macro-économétriques pour les simulations et les projections budgétaires.
- Application de la modélisation macro-budgétaire dans les cadres budgétaires à moyen terme.
- Outils et techniques pour la planification et la gestion des projets d'investissement public.
- Prévision des recettes fiscales.
- Modélisation et prévisions macro-budgétaires intégrant le secteur des ressources naturelles.
- Analyse et prévision des dépenses publiques.
- Modèles macroéconomiques pour l'analyse de l'impact économique des politiques fiscales.

La formation comprenait également des sessions parallèles en petits groupes selon les caractéristiques des pays. Les participants ont été regroupés en quatre catégories : pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire, pays à forte intensité de ressources et pays en transition. Les sessions comprenaient un partage d'expériences entre pairs et des enseignements tirés par les groupes de pays. Cette session a également été l'occasion de recueillir des données de base sur les besoins des PMR en matière de modélisation et de prévision macroéconomiques et de convenir des prochaines étapes pour le développement des capacités de modélisation et de prévision macroéconomiques et fiscales de l'Afrique.

Les sessions de formation, les séances de questions-réponses et les séances de partage d'expériences entre pairs ont donné lieu à des recommandations politiques pratiques. Ces recommandations sont résumées ci-dessous. Elles ont été regroupées en trois catégories : court terme, moyen terme et long terme.

2. Options politiques

La formation a proposé plusieurs options politiques pour renforcer la capacité de modélisation et de prévision macro-budgétaire en Afrique. Les options politiques se sont largement inspirées des expériences et des leçons des pays, de la recherche, des études et de l'expertise des institutions et des individus travaillant sur le domaine de modélisation macro-budgétaire en Afrique et sont structurées en horizons temporels à court, moyen et long terme pour la mise en œuvre par les différentes parties prenantes.

2.1 Politiques à court terme

Les options politiques à court terme sont des actions politiques immédiates visant à améliorer la modélisation et les prévisions macro-budgétaires.

- (i) **Soutenir la capacité de développement des unités de modélisation dans les ministères des finances, les banques centrales et les autorités fiscales afin d'améliorer les méthodologies de recherche, la rédaction de rapports, la visualisation des données et l'organisation de leurs unités de recherche et de modélisation macroéconomique.** La BAD et d'autres partenaires de développement pourraient soutenir les unités de modélisation des PMR en développant les compétences requises grâce à une formation à court ou moyen terme dans divers domaines de la modélisation et de la prévision macroéconomiques.
- (ii) **Accroître la capacité de production, de collecte, de traitement et de gestion des données en apportant un soutien solide aux agences statistiques et aux banques centrales en matière de collecte et de production de données.** Les gouvernements devraient intensifier la mobilisation des ressources auprès des institutions multilatérales et des partenaires de développement afin de renforcer la capacité de génération, de collecte, de traitement et de gestion des données par les agences statistiques. Le processus doit intégrer les meilleures pratiques pour la réalisation d'enquêtes par les bureaux de statistiques afin de produire des données fiables à des fins de prévision. Le gouvernement devrait mobiliser davantage de ressources auprès des institutions multilatérales et des partenaires de développement pour renforcer la capacité de génération, de collecte, de traitement et de gestion des données dans les agences statistiques.
- (iii) **Développer des outils de modélisation et de prévision compatibles avec l'environnement informatique et les compétences des fonctionnaires, à titre de mesure provisoire si nécessaire.** Lorsque les ressources sont limitées et que les prévisions doivent être préparées dans le cadre d'un calendrier budgétaire serré, il n'est pas judicieux de développer des modèles à grande échelle qui sont incompréhensibles pour de nombreux utilisateurs et qui reposent sur un ou deux experts. La simplicité doit être privilégiée lorsque la rotation du personnel de modélisation est élevée. Par exemple, étant donné que les projections de recettes sont souvent déterminées par des paramètres économiques, alors que les dépenses sont programmées par le gouvernement pour atteindre les objectifs budgétaires, les unités de modélisation macro-budgétaire devraient donner la priorité au développement de modules pour projeter les principales catégories de recettes, les dépenses globales cohérentes avec les objectifs à moyen terme des cadres budgétaires à moyen terme (CDMT).
- (iv) **Entreprendre une formation continue du personnel.** La formation en cours d'emploi par des pairs au sein des ministères des finances, de la planification, des banques centrales, des agences fiscales ou d'institutions externes pourrait être un moyen efficace d'apprendre à développer des modèles robustes, à analyser les politiques fiscales et à préparer des stratégies et des projections macro-budgétaires à moyen terme. Les programmes de formation devront peut-être être renforcés et axés sur l'utilisation, par exemple, de feuilles de calcul, de logiciels de modélisation macroéconomique, sur la production de rapports analytiques, sur la rédaction de textes persuasifs à l'intention des décideurs politiques et sur la communication claire d'analyses et de prévisions macroéconomiques. La formation en ligne et d'autres formations spécialisées peuvent compléter la formation interne afin d'approfondir les connaissances sur des sujets macroéconomiques spécifiques et d'apprendre comment d'autres pays entreprennent la modélisation macroéconomique et d'autres tâches macroéconomiques.
- (v) **Renforcer les dispositions institutionnelles, la coordination et la communication afin d'accroître la capacité de modélisation macroéconomique des différentes agences.** Les pays doivent élaborer des cadres clairs, y compris des instruments législatifs, pour la collaboration et la coopération entre les départements/agences concernés par l'élaboration et la mise en œuvre de modèles macro-budgétaires. Par exemple, les ministères des finances, les banques centrales, les autorités fiscales pourraient mettre en place des groupes de travail pour la modélisation et les prévisions macro-budgétaires, et le partage des données, des hypothèses et d'autres

informations pour la préparation des projections macroéconomiques et fiscales. Les unités de prévision macro-budgétaire du ministère des finances doivent être proactives pour faire participer ces agences, départements ou divisions. Cela pourrait se faire par la création de protocoles d'accord formels ou de cadres juridiques pour la coordination et l'échange d'informations et de données entre les parties concernées.

- (vi) **Favoriser l'engagement auprès des organes décisionnels les plus élevés pour obtenir l'adhésion à la nécessité d'orienter les politiques macroéconomiques sur la base de modèles macro fiscaux rigoureux et suffisamment robustes.** Les gouvernements doivent mettre en place des cadres législatifs de GFP avec des fonctions et des mandats clairs pour les unités de modélisation, des cadres de coordination et de communication, y compris avec les hauts fonctionnaires et d'autres départements. Il est essentiel de prévoir des ressources financières et humaines suffisantes pour construire, entretenir et améliorer un ensemble de modèles macroéconomiques afin d'orienter l'élaboration des politiques publiques.
- (vii) **Exploiter des outils avancés pour l'analyse des données, la modélisation macroéconomique et la recherche.** Par exemple, des outils d'intelligence artificielle et d'apprentissage automatique pourraient être intégrés dans les systèmes d'information de gestion financière. Un autre exemple est l'intégration des systèmes IFMIS avec les unités statistiques et de modélisation par le développement d'un module qui leur permet d'accéder aux données fiscales pertinentes pour la modélisation et les prévisions macro-budgétaires.
- (viii) **Développer les capacités de modélisation macro-budgétaire à la fois pour les gouvernements nationaux/centraux et pour les niveaux sous-nationaux de gouvernement.** Les gouvernements africains doivent s'efforcer de mobiliser des fonds supplémentaires pour élargir la couverture de la modélisation macro-budgétaire aux différents niveaux de gouvernement.
- (ix) **Les pays devraient s'efforcer de développer des modèles macro-budgétaires qui tiennent compte des réalités structurelles de leurs économies.** Il est nécessaire d'aider les PMR au niveau régional et/ou national à améliorer ou à développer des modèles et des cadres qui tiennent compte des caractéristiques et des réalités clés des économies.
- (x) **Les institutions multilatérales telles que la BAD peuvent encourager les collaborations entre les pays afin de faciliter les accords d'apprentissage entre pairs pour la modélisation macro-budgétaire.** Dans le contexte actuel, le renforcement des capacités nécessite des collaborations fréquentes avec des institutions multilatérales telles que la Banque africaine de développement et la Banque mondiale. De nouvelles approches doivent être lancées en partenariat avec divers blocs régionaux et institutions régionales de renforcement des capacités afin de mieux coordonner le renforcement des capacités en matière de modélisation et de prévision macroéconomiques et de mettre en commun les ressources afin de minimiser la duplication des efforts et d'assurer l'efficacité. La BAD pourrait accueillir des tables rondes trimestrielles virtuelles de modélisateurs macroéconomiques afin de promouvoir et de partager les connaissances sur la modélisation macroéconomique en Afrique.

2.2 Politiques à moyen terme

Les gouvernements pourraient mettre en œuvre des politiques à moyen terme pour consolider les capacités de prévision au sein des ministères des finances, des banques centrales et des agences fiscales afin de générer des prévisions de recettes et de dépenses, ainsi que des prévisions d'autres variables macroéconomiques.

- (i) **Renforcer la capacité à développer des modèles qui intègrent les questions émergentes.** En raison de la complexité de certains modèles macroéconomiques ou d'un manque de données, l'incapacité des gouvernements à intégrer de nouveaux défis dans les exercices de modélisation se traduit souvent par des résultats incohérents ou des erreurs de prévision importantes. Les pays devraient s'efforcer de créer des modèles macro-budgétaires suffisamment adaptables pour prendre en compte immédiatement les nouveaux défis. Le développement continu du personnel pour maintenir la capacité à développer des modèles qui intègrent les questions émergentes est essentiel.
- (ii) **Intégrer la modélisation de l'apprentissage automatique dans les processus budgétaires et statistiques afin de construire des modèles robustes capables de prévoir avec précision l'impact de leurs décisions de dépenses.** Les pays doivent établir ou renforcer des partenariats pour mettre en œuvre et intégrer les technologies d'apprentissage automatique dans les cadres de modélisation. Les gouvernements doivent mobiliser davantage de ressources pour acquérir l'infrastructure nécessaire au bon fonctionnement des unités de modélisation macro-budgétaire.
- (iii) **Améliorer la qualité des prévisions macroéconomiques et budgétaires.** Des examens des performances des prévisions devraient être effectués et publiés afin d'améliorer les modèles et les méthodes de prévision, d'accroître

la transparence budgétaire et de renforcer la confiance du public dans les prévisions macroéconomiques et le cadre financier pluriannuel. La création d'une institution macro-budgétaire indépendante ou d'un groupe de réflexion pourrait contribuer à améliorer la qualité des prévisions macroéconomiques et budgétaires.

- (iv) **Améliorer l'engagement politique en faveur du cadres budgétaires à moyen terme (CBMT) et des objectifs budgétaires annuels.** Le personnel des unités de modélisation peut se sentir impuissant face aux interférences politiques qui vont à l'encontre d'une modélisation et de prévisions macro-budgétaires de qualité et de politiques budgétaires saines. Les hauts fonctionnaires des ministères des finances, des banques centrales et des agences peuvent avoir une certaine influence grâce à leur rôle consultatif, notamment en formulant des propositions pour revenir sur des décisions de politique budgétaire fondées sur l'opportunisme politique. Par exemple, le ministère des finances pourrait estimer l'impact budgétaire des choix politiques populistes sur le CBMT précédemment approuvé au niveau politique et partager ses conclusions avec le ministre des Finances, le parlement et même le public. Le personnel du ministère des finances pourrait également illustrer la manière dont certaines procédures de budgétisation fondées sur les bonnes pratiques se sont avérées utiles dans les efforts déployés par d'autres pays pour atteindre la stabilité fiscale.
- (v) **Le renforcement des capacités de modélisation et de prévision macro-budgétaires pour les pays en transition nécessite des collaborations fréquentes avec des institutions multilatérales telles que la Banque africaine de développement et la Banque mondiale.** Les institutions multilatérales comme la BAD pourraient jouer un rôle important en fournissant des ressources techniques et/ou financières pour soutenir le développement de modèles macroéconomiques pour les pays ayant de faibles capacités de modélisation macroéconomique et les aider à mettre en place des unités de modélisation.

2.3 Politiques à long terme

Des politiques à long terme devraient être mises en œuvre pour permettre aux unités macro-budgétaires des ministères des finances, des banques centrales et des autorités fiscales d'améliorer les capacités de modélisation macro-budgétaire afin de répondre aux incertitudes futures et de soutenir la planification à long terme, de renforcer les partenariats et les cadres de coordination, et de mobiliser des ressources pour le renforcement des capacités à long terme.

- (i) **Renforcer la coordination et la communication en harmonisant les normes de modélisation entre les pays.** Les institutions multilatérales telles que la BAD pourraient utiliser leur pouvoir de rassemblement pour renforcer la coordination entre les pays et les différents blocs économiques régionaux en matière de modélisation et de prévision macroéconomiques. Cela permettra d'adopter des approches plus systématiques en matière de modélisation et de prévision macroéconomiques. L'harmonisation réussie des normes de modélisation macroéconomique entre les PMR au sein des blocs économiques régionaux pourrait apporter l'adhésion et le soutien nécessaires au développement de modèles macroéconomiques «sur mesure» à l'échelle de l'Afrique.
- (ii) **Identifier et offrir des possibilités de formation à long terme, telles que des maîtrises et des doctorats, dans les domaines de la modélisation et de la prévision macroéconomiques.** L'adoption d'une stratégie holistique et durable de développement des capacités humaines et institutionnelles serait essentielle pour développer les compétences requises dans les PMR à long terme.
- (iii) **Un soutien continu au renforcement des capacités de développement de modèles avec une forte appropriation locale.** La plupart des modèles sont développés à l'extérieur, ce qui entraîne une grande dépendance à l'égard de ces partenaires externes et, parfois, les modèles ne parviennent pas à saisir les réalités structurelles des économies africaines. Par exemple, soutenir le développement de modèles macro-budgétaires africains sur mesure qui tiennent compte des questions émergentes et des réalités structurelles des économies africaines.
- (iv) **La modélisation et les prévisions macroéconomiques devraient s'appuyer sur des stratégies à moyen terme claires qui tiennent compte des incertitudes liées à l'évolution des entreprises, aux changements dans les modèles de consommation et de production, au commerce et à d'autres variables, qui ont un impact majeur sur les questions économiques modélisées.** Les pays pourraient aider les unités de modélisation des pays membres régionaux à développer des outils de modélisation macroéconomique avancés pour soutenir les stratégies à moyen terme telles que les cadres budgétaires à moyen terme et les stratégies de recettes à moyen terme.
- (v) **Développer des communautés de pratique régionales ou des centres techniques de modélisation pour créer des incitations et des opportunités de synergies en matière de modélisation macroéconomique.** Les gouvernements doivent mettre en place des dispositions institutionnelles solides pour les communautés de pratique, en plus de créer des incitations pour que les PMR s'approprient les communautés de pratique et s'y engagent. Cela stimulera le flux de ressources, car les ressources suivent généralement l'engagement.

- (vi) Renforcer les partenariats et les cadres de coordination pour le renforcement des capacités en matière de modélisation macroéconomique parmi les institutions régionales et multilatérales afin de parvenir à une approche plus systématique de la modélisation et des prévisions macroéconomiques. La BAD pourrait utiliser son pouvoir de convocation et son influence pour réunir différentes parties prenantes institutionnelles, par exemple par le biais d'un dispositif similaire à l'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique. Il serait essentiel d'aligner les buts et les objectifs des différentes parties prenantes sur le développement des capacités en matière de modélisation macroéconomique.
- (vii) Développer des partenariats avec des universités pour des formations à long terme telles que des masters et des doctorats dans des domaines liés à la modélisation et aux prévisions macroéconomiques. Les défis pourraient être liés aux engagements à long terme et au financement durable de ces programmes à long terme. Les pays doivent élaborer des plans à long terme pour le développement des capacités et mobiliser davantage de ressources pour le développement des capacités à long terme en matière de modélisation macroéconomique.

3. Calendrier, conception et mise en œuvre des politiques

Certains pays africains ont fait d'énormes progrès en matière de modélisation et de prévisions macro-budgétaires, tandis que d'autres sont encore à la traîne. Les outils de modélisation et de prévision macro-budgétaires ont évolué, avec des efforts pour adapter les modèles macro-budgétaires à des circonstances économiques spécifiques.

Les modèles complexes ne peuvent être efficaces pour produire les résultats économiques souhaités pour les économies africaines que si l'expertise nécessaire est disponible pour faire fonctionner les modèles, quel que soit leur potentiel théorique. Ainsi, bien que certains modèles aient pu fonctionner dans un contexte spécifique, les pays doivent examiner leur contexte et voir s'il est possible de les adopter.

Plusieurs politiques visant à renforcer la modélisation et les prévisions macro-budgétaires nécessitent un soutien politique pour leur mise en œuvre et leur efficacité. En outre, le contexte propre à chaque pays est important lorsqu'il s'agit de décider des modèles à adopter à des fins de prévision.

En outre, les décideurs politiques devraient définir les effets multiplicateurs potentiels et les avantages connexes des stratégies politiques et des réformes au stade de l'élaboration des politiques. À cet égard, les cadres macro-budgétaires et la conception des politiques devraient inclure des indicateurs clairs de responsabilité et de communication des prévisions afin d'améliorer leur utilisation pratique.

4. Enseignements tirés

- i. Les différences de capacités, les caractéristiques propres à chaque pays, la taille des équipes et la disponibilité des données ont façonné les expériences des pays africains en matière de modélisation et de prévisions macro-budgétaires.
- ii. La production et l'amélioration de données fiables permettront aux pays de développer des modèles macroéconomiques précieux et améliorés.
- iii. Il est nécessaire de soutenir et de renforcer les agences statistiques nationales pour leur permettre de fournir des données adéquates et précises qui peuvent contribuer à la modélisation et à la prévision dans leur pays.
- iv. Un modèle simple, transparent et flexible est toujours préférable à un modèle complexe et obscur.
- v. Les partenariats et les collaborations entre partenaires pour le développement des capacités de modélisation sont importants pour optimiser les ressources, éviter les doubles emplois et garantir l'efficacité.
- vi. L'engagement politique est essentiel pour obtenir l'adhésion et le soutien financier externe des institutions multilatérales de développement et des partenaires de développement afin de renforcer la capacité de modélisation macro-budgétaire.
- vii. Le manque de coordination entrave la modélisation et les prévisions macroéconomiques, la cohérence des politiques et leur mise en œuvre.
- viii. La prise en compte de l'influence politique sur les prévisions économiques est essentielle pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des modèles et des prévisions macroéconomiques.
- ix. L'intégration du corps législatif dans le processus de prévision macro-budgétaire permet de gérer la communication de la modélisation, des résultats des prévisions et des changements dans les projections.
- x. La capacité de modélisation nécessite du temps, des ressources et un engagement pour atteindre le niveau d'information, d'influence et d'inspiration des décideurs politiques.

5. Conclusion

De nombreux pays africains restent confrontés à une faible capacité de modélisation macro-budgétaire. Cette situation entrave l'efficacité de la prise de décision et de la gestion macroéconomique, ainsi que les réponses politiques appropriées aux chocs, contribuant ainsi à l'aggravation des résultats macroéconomiques et à la lenteur de la reprise après les crises.

La formation a abordé plusieurs options politiques visant à renforcer la capacité de modélisation et de prévision macro-budgétaire en Afrique par le biais de conférences, de sessions de questions-réponses et de sessions parallèles en petits groupes.

À court terme, il est nécessaire de soutenir les capacités de développement des unités de modélisation dans les ministères des finances, les banques centrales et les autorités fiscales ; de développer les capacités pour améliorer la production, la collecte, le traitement et la gestion des données pour les agences statistiques ; de renforcer les accords institutionnels, la coordination et la communication ; de développer des groupes de travail pour la modélisation et les prévisions macro-budgétaires entre les différents départements et agences ; de favoriser l'engagement avec les organes de décision les plus élevés pour obtenir l'adhésion ; de tirer parti des outils modernes et avancés pour l'analyse des données, la modélisation et la recherche macroéconomiques, et l'analyse.

À moyen terme, les pays africains devraient renforcer leur capacité à développer des modèles macroéconomiques qui intègrent les questions émergentes ; lancer de nouvelles approches de renforcement des capacités, telles que l'apprentissage entre pairs et les échanges de personnel ; améliorer la qualité des prévisions macroéconomiques et budgétaires ; construire des modèles économétriques rigoureux et suffisamment robustes pour garantir une analyse politique concise et des prévisions crédibles ; et intégrer la modélisation de l'apprentissage automatique dans leurs processus budgétaires et statistiques.

À long terme, il est nécessaire d'harmoniser les normes de modélisation entre les pays, de renforcer les capacités de développement de modèles qui favorisent une forte appropriation locale, d'ancrer les prévisions macroéconomiques sur des stratégies claires à moyen terme, de soutenir le développement de communautés de pratique régionales ou de centres techniques de modélisation, de renforcer les partenariats et les cadres de coordination pour le renforcement des capacités en matière de modélisation macroéconomique entre les institutions régionales et multilatérales, et de développer des partenariats avec les universités pour une formation à long terme telle que des masters et des doctorats dans des domaines liés à la modélisation et à la prévision macroéconomiques.

Les pays doivent prêter attention à la conception des politiques, à la séquence et au calendrier de mise en œuvre des réformes politiques qui renforcent la capacité de modélisation et de prévision macro-budgétaire. Il est nécessaire de développer des outils de modélisation qui soient suffisamment flexibles pour prendre en compte les questions émergentes, mais aussi suffisamment robustes pour traiter les interrelations et les complexités économiques. Plus important encore, les pays devraient développer des modèles qui tiennent compte du contexte local.



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

